



GRUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Fax : +32 (0)2 245 19 33  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org)  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 25 août 2015

GÉHIN Léo, *Putsch manqué en Turquie : entre fragilisation de l'État et renforcement du pouvoir*, Éclairage du GRIP, 25 août 2015.

<http://www.grip.org/fr/node/2085>



## Putsch manqué en Turquie : entre fragilisation de l'État et renforcement du pouvoir

Par **Léo Géhin**

25 août 2015

Le 15 juillet 2016 à 23h18, un groupe de militaires turcs baptisé « Conseil de la paix dans le pays » diffuse un message sur la chaîne publique TRT affirmant que l'armée a pris le contrôle de la Turquie pour sauver la démocratie.

Avorté seulement quelques heures plus tard, le putsch révèle une fracture au sein de l'armée turque, puisqu'une frange importante des officiers supérieurs y aurait participé. Par conséquent, c'est d'abord elle qui en ressort affaiblie, par des purges considérables dans ses rangs et la perte de la surprenante indépendance dont elle bénéficiait jusque-là vis-à-vis du pouvoir civil. Les suites de la tentative de putsch pourraient également influencer les relations de la Turquie avec deux pays clés dans la gestion de son espace régional, la Russie et les États-Unis.

Selon la version du gouvernement turc, ainsi que les premières analyses des observateurs, des officiers affiliés au mouvement religieux Hizmet de l'imam Fethullah Gulen auraient constitué la force motrice du coup d'État<sup>1</sup>. Toutefois, autour d'eux se seraient agglomérés des officiers kémalistes et laïcs. Certains militaires auraient également rejoint le coup en l'échange de garantie de promotion, d'autres sous la menace ou le chantage<sup>2</sup>. Enfin, un certain nombre de conscrits aurait été trompé par leurs supérieurs, qui leur auraient ordonné de se déployer, sous prétexte d'exercices ou même d'opérations contre le PKK<sup>3</sup>.

En revanche, il paraît difficile de déterminer, à ce stade, si cette fracture au sein de l'armée correspond en tous points à celle de la société turque entière, entre pro et anti-Erdogan. En effet, l'ensemble des partis d'opposition ont condamné le putsch, y compris le Parti républicain du peuple (CHP) – très critique du gouvernement –, pourtant fondé par Mustafa Kemal, dont certains putschistes se sont visiblement revendiqués : le nom du « Conseil de la paix dans le pays » s'inspirant d'un discours d'Atatürk prononcé en 1931.

## Un coup d'État vraiment impréparé ?

Plutôt qu'impréparé, le putsch a probablement fait l'objet d'une combinaison d'imprévus, d'erreurs et de résistances. Il aurait initialement été planifié pour une date ultérieure, puis avancé dans l'urgence par deux fois<sup>4</sup>. D'abord, les putschistes auraient eu vent d'un projet de la justice turque qui, avec l'accord d'Erdogan, se préparait à ordonner des arrestations massives de Gulenistes supposés dans l'armée, les 16 et 17 juillet. Le samedi 16 juillet à 5h du matin est choisi comme nouvelle date des opérations, afin d'éviter toute présence dans les rues.

Or, le service de renseignement turc (MIT) intercepte le 15 juillet à 16h des communications suspectes de certains soldats, poussant l'état-major à interdire à toutes les unités de quitter leurs casernes. S'apercevant que leur plan est menacé, les putschistes décident d'avancer les opérations le 15 juillet à 21h30, soit 7h30 avant l'horaire initial.

Ce changement de dernière minute a bouleversé le déroulement du putsch. D'une part, l'effet de surprise recherché s'est volatilisé, car le blocus des ponts du Bosphore un vendredi soir, moment de circulation intense dans les rues, a rapidement permis à la population de prendre conscience du coup d'État. D'autre part, certaines unités rebelles n'ont pas été prévenues à temps du changement d'horaire. Ainsi, le commando chargé de capturer Erdogan, alors en vacances dans la cité côtière de Marmaris, s'en est tenu au plan initial qui prévoyait de prendre d'assaut son hôtel à 3h du matin. Or, à cette heure, le président avait déjà quitté les lieux<sup>5</sup>.

En revanche, il semble que les mutins aient manqué de connaissance sur les moyens de contrôler les télécommunications. Sur leur groupe privé *WhatsApp*, qui a servi de plateforme de discussion, certains insurgés se demandaient par exemple s'il était possible « d'arrêter l'internet »<sup>6</sup>. Dans les faits, les putschistes ont échoué à prendre l'entreprise des communications câblées et satellites Turksat, et demeurèrent donc incapables de bloquer les communications mobiles : cela a permis au président Erdogan de s'adresser aux Turcs durant le putsch via l'application *FaceTime*, prenant ainsi un avantage psychologique sur les insurgés<sup>7</sup>.

Au-delà des manifestations de la population, qui s'en est prise frontalement aux putschistes, l'échec du coup est également dû à trois actions de résistance particulières. La première concerne le refus du chef d'état-major Hulusi Akar, pris en otage par son propre aide de camp, de signer un quelconque ordre de ralliement de l'armée au coup<sup>8</sup>. Akar a ainsi empêché les putschistes d'usurper la légitimité due à son rang. Ensuite, le général Umit Dundar, commandant de la première armée basée à Istanbul, a rapidement appelé le président Erdogan pour l'informer du putsch, et l'a convaincu de se rendre à Istanbul.

Ce départ précipité a permis à Erdogan d'échapper au commando de putschistes arrivé à Marmaris peu de temps après. Enfin, le personnel du MIT a fait usage de manière imprévue de mitrailleuses anti-aériennes *Dushka*, empêchant ainsi les sept hélicoptères des putschistes de débarquer leurs troupes pour prendre le QG du renseignement<sup>9</sup>.

### **Les premières conséquences au plan intérieur : la fragilisation de l'armée**

Le bilan du putsch s'élèverait à 62 policiers, 5 militaires loyalistes, 24 militaires rebelles et 173 civils tués. Au 23 juillet, 8 838 militaires étaient détenus, et 123 généraux et amiraux – soit près de 40 % du total de ces deux grades –, étaient emprisonnés après leur comparution, ce qui donne peu de crédibilité à la thèse d'un putsch « mineur »<sup>10</sup>. Toutes les armes auraient été impliquées dans le putsch, et plus particulièrement la gendarmerie et l'armée de l'air, bien que les rebelles n'aient bénéficié du soutien d'aucun membre de l'état-major.

Ainsi, le premier impact du putsch concerne l'armée turque. L'arrestation d'un nombre important d'officiers supérieurs pourrait affecter son action face à l'État islamique et au PKK : le commandant des opérations à Diyarbakir a par exemple été arrêté. De plus, l'armée risque de perdre son indépendance vis-à-vis du pouvoir civil, jusqu'alors surprenante dans un pays à Constitution démocratique. En effet, le décret du 31 juillet instaure désormais la présence de ministres et vice-premiers ministres au Conseil militaire suprême, l'instance qui décide des promotions militaires. Ensuite, le président Erdogan a dévoilé un double projet de réforme : rattacher le chef d'état-major directement au contrôle de la présidence, et la gendarmerie (jusqu'alors sous le contrôle de l'armée) au ministère de l'Intérieur<sup>11</sup>.

La seconde conséquence du putsch est la neutralisation de nombreux opposants à Erdogan. Au 30 juillet, plus de 10 000 personnes avaient été mises en état d'arrestation, qu'il s'agisse de militaires, de policiers, de juges, de fonctionnaires ou de journalistes. Un total de 50 000 autres ont perdu leur emploi ou en ont été suspendues, tandis qu'au moins 45 journaux ont été interdits<sup>12</sup>. Or, il demeure impossible de distinguer les arrestations véritablement liées au putsch, de celles qui constituent des purges potentiellement prévues de longue date.

### **L'impact international : entre apaisement et friction**

La répression des réseaux gulenistes dans le pays peut également servir d'opportunité diplomatique hors des frontières. Celle-ci apparaît notamment lorsque les autorités turques ont annoncé l'arrestation des deux pilotes qui avaient abattu l'avion russe en novembre 2015 en les accusant d'être des partisans de Gulen. Ils auraient ainsi sciemment abattu l'appareil afin de provoquer une crise diplomatique entre Poutine et Erdogan. Leur arrestation constitue peut-être la seconde étape du processus de normalisation avec Moscou, après les excuses formulées par Erdogan à Poutine, en juin, concernant la mort du pilote russe. En revanche, le putsch est loin de procurer le même effet apaisant avec l'administration américaine.

En route pour les États-Unis, afin de demander l'extradition de Fethullah Gulen qui y réside depuis 1999, le ministre de la Justice turc, Bekir Bozdag, a lancé : « *Les États-Unis savent que Fethullah Gulen a réalisé ce putsch. M. Obama le sait comme il sait son propre nom* »<sup>13</sup>. Ces propos témoignent de l'amertume du gouvernement turc vis-à-vis de Washington, qui n'a pas immédiatement réagi à l'annonce du putsch. La nomination de dix colonels réputés hostiles aux États-Unis au rang de brigadier et contre-amiral par le premier Conseil militaire suprême post-coup constitue une manifestation concrète de ce ressentiment<sup>14</sup>. Plusieurs hauts responsables américains ont reconnu que les purges avaient touché un grand nombre d'officiers de liaison travaillant avec les États-Unis en matière de contre-terrorisme<sup>15</sup>.

S'il est certain que la tentative de putsch permet au président Erdogan de neutraliser une partie de l'opposition restante, il n'est pourtant pas sûr qu'il en sorte renforcé outre-mesure : l'affaiblissement de son armée, engagée au premier plan de la lutte contre l'EI et le PKK, est le premier legs du putsch, suivie d'une poussée de méfiance vis-à-vis d'un allié majeur en Syrie : Washington.

\* \* \*

## L'auteur

*Léo Géhin est chercheur au GRIP. Il travaille sur les questions liées au contrôle des transferts d'armements.*

- 
1. Voir notamment Gurcan Metin, « [What went wrong with Turkey's WhatsApp coup](#) », *Al Monitor*, 19 juillet 2016. Ancien allié d'Erdogan contre les militaires laïcs, Fethullah Gulen devient son ennemi désigné en décembre 2013, après que ses partisans supposés au sein du système judiciaire ont lancé une campagne anti-corruption qui toucha Erdogan.
  2. *Idem*.
  3. Le Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation politico-militaire kurde. Sharma Suraj, « [Families of detained soldiers sleep in Turkey's streets to get answers](#) », *Middle East Eye*, 26 juillet 2016.
  4. *Idem*.
  5. Auteur anonyme, « [How they blew the coup](#) », *Al Monitor*, 20 juillet 2016.
  6. Kizilkaya Emre, « [FaceTime beats WhatsApp in Turkey's failed coup](#) », *Al Monitor*, 24 juillet 2016.
  7. Auteur anonyme, *op. cit.*
  8. Gurcan Metin, « What went wrong... », *op. cit.*
  9. Auteur anonyme, *ibid.*
  10. Gurcan Metin, « [Critical meeting will determine fate of Turkish forces post-coup](#) », *Al Monitor*, 25 juillet 2016.
  11. Gurcan Metin, « [After massive purge, what's next for Turkish Armed Forces ?](#) », *Al Monitor*, 1<sup>er</sup> août 2016. Le décret du 31 juillet impose aussi la fermeture des quatre écoles militaires du pays.
  12. Sharma Suraj, « [Massive Sackings begin under Turkey's state of emergency](#) », *Middle East Eye*, 27 juillet 2016.
  13. Idiz Semih, « [Will Turkey Be Expelled from NATO ?](#) », *Al Monitor*, 26 juillet 2016.
  14. Gurcan Metin, « After massive purge... », *op. cit.*
  15. Arango Tim et Yeginsu Ceylan, « [With Army in Disarray, a Pillar of Modern Turkey Lies Broken](#) », *The New York Times*, 28 juillet 2016.